



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHRU
Besançon

29 janvier 2024

Solidarité avec la colère des agriculteurs : c'est le capitalisme qui nous affame tous !

Malgré les quelques annonces d'Attal, des blocages sont prévus cette semaine, chapeautés par des syndicats agricoles qui appellent à la fois « au calme » et à la « détermination ». La FNSEA, les Jeunes agriculteurs et la Coordination rurale, qui ont l'habitude de bien calibrer les actions spectaculaires de leurs troupes ont visiblement peur d'être débordés.

Le gouvernement est fébrile également. Si Attal promet un paquet d'annonces supplémentaires (la carotte), Darmanin, déjà, change de ton (le bâton). Du « *On ne répond pas à la souffrance en envoyant les CRS* » (merci pour tous ceux que les CRS ont cognés et qui ne souffrent sans doute pas assez aux yeux du ministre !), il passe à la promesse d'un « *dispositif défensif important* » contre tout blocage de Paris et masse des blindés devant Rungis !

Dans le monde du travail, c'est surtout la solidarité avec cette colère qui s'exprime : d'un côté de la chaîne, les plus petits agriculteurs disent ne pas vivre de leur travail et de l'autre, notre salaire ne nous permet pas d'acheter correctement à manger !

Les ennemis des agriculteurs sont à la tête du mouvement et ne ciblent que des épouvantails !

Entre les deux, des grands capitalistes dont les profits dépendent du faible prix auquel ils achètent les matières premières, de l'exploitation des travailleurs des usines agroalimentaires et des supermarchés et, au bout du bout, des surpris au détail qu'ils nous infligent.

Certains producteurs laitiers ont ciblé Lactalis, numéro un mondial des produits laitiers (marques Lactel ou Président...) et presque 400 millions d'euros de bénéfice en 2022. Avec Lactalis, il y a toutes les coopératives (Paysan Breton, Francine, Florette et autres Yoplait) possédées sur le papier par les agriculteurs mais qui leur imposent en réalité la loi du marché. Et, à la tête de ces coopératives, on retrouve les plus gros rats des champs, souvent des cadres de la FNSEA dont le chef, Arnaud Rousseau, dirige le groupe Avril (Lesieur, Puget), plus de 200 millions d'euros de bénéfice en 2022.

Pas étonnant qu'au sommet de ce « monde agricole » on préfère crier haro sur les fruits espagnols, les poulets polonais et le blé ukrainien ! Et tout l'échiquier politique, de la gauche à l'extrême

droite de reprendre en cœur... mais sans jamais dire que l'agriculture française est une des premières du monde et inonde de lait et de céréales les marchés des pays les plus pauvres, notamment ceux de l'ancien empire colonial !

**À la ville et à la campagne,
le problème c'est le capitalisme**

Les agriculteurs expérimentent la violence d'une société capitaliste qui leur promet l'indépendance à la ferme mais les asservit à sa loi du fric. Ils mettent le gouvernement dans l'embarras. Et si c'était l'occasion de toutes et tous rentrer dans la danse, avec nos revendications et nos moyens de lutte ? D'ailleurs, ça tombe bien, des journées de grève nationales sont prévues, le 30 janvier à EDF pour des augmentations de salaire, le 1^{er} février dans l'Éducation nationale contre les attaques concoctées par Attal lors de son passage éclair à ce ministère et pour plus de moyens, à partir du 6 février dans les technicentres SNCF et les ateliers de maintenance RATP...

Dans de nombreuses entreprises, les négociations annuelles sont chamboulées par des grèves. Des luttes déterminées sont la seule voie à suivre pour imposer les augmentations de salaire qu'il nous faut, pour enfin vivre et ne plus survivre comme on le lit sur les banderoles des piquets de grève.

Les agriculteurs montrent non seulement que bloquer le pays est possible, mais que c'est la seule façon de faire reculer le gouvernement. Ils ont leurs tracteurs pour cela, mais, pour les salariés, il nous suffirait de cesser le travail pour que le pays soit complètement à l'arrêt.

Mais pour porter le rapport de force à un niveau qui les ferait vaciller, il ne faudra pas s'en tenir au « chacun dans son coin » des directions syndicales. Il va falloir s'y mettre toutes et tous, dans un grand mouvement d'ensemble !

Inventaire...

Depuis le 1^{er} janvier les heures de nuit sont revalorisées. Il n'y a plus d'indemnité de nuit fixe identique. La rémunération de nuit est calculée en fonction du statut, de la fonction, de la grille salariale, de l'indice. Et l'âge du capitaine dans tout ça ?

Drôle de prise en compte du travail de nuit

Ainsi, une aide-soignante ne touchera pas la même prime qu'une infirmière, et deux IDE travaillant dans le même service, non plus. Pour le gouvernement, il est donc plus pénible de travailler de nuit, quand on est en fin de carrière, ou infirmière plutôt qu'aide-soignante...

La descente aux enfers

Aux urgences psychiatriques, la situation est insoutenable. Les patients s'entassent sans possibilité d'être admis sur le CHS de Novillars. Certains sont invités à rentrer chez eux alors qu'ils nécessiteraient une hospitalisation. Les médecins passent plus de temps à essayer de trouver des places qu'à voir les patients et pour les équipes, c'est l'impression de ne pas faire un travail de qualité.

Il faut des augmentations de salaire

La prime de service versée en janvier et en février va faire du bien face à l'augmentation du coût de la vie. Mais cela ne suffira pas.

Alors que les profits explosent, notamment pour les entreprises du CAC 40, la misère s'approfondit à l'autre pôle.

Gaza : le cap des 25 000 morts dépassé

Le ministère de la Santé palestinien a indiqué que l'offensive aérienne et terrestre menée par Israël pour « anéantir » le Hamas, a tué 25 105 personnes, en grande majorité des civils, et blessé 62 681 autres. D'autre part, au moins 1,7 des quelque 2,4 millions d'habitants du petit territoire assiégé ont dû quitter leur foyer, et la population manque de tout, exposée au risque de famine et aux épidémies. Enfin, l'Autorité palestinienne a annoncé de son côté que, depuis le 7 octobre, au moins 364 Palestiniens ont été tués par des soldats ou des colons israéliens en Cisjordanie. Les massacres continuent...

50 % de smicards en plus en deux ans

En deux ans, le nombre de personnes payées au smic a bondi de près de 50 %. Près d'une personne sur cinq (17,3 %) dans le secteur privé est

aujourd'hui payée au salaire minimum, contre 12 % seulement début 2021. Leur nombre s'est accru d'un million de personnes. Sur les près de 17,6 millions de salariés, 3,1 millions gagnent ainsi 1 400 euros net par mois. Une misère. Le smic a rattrapé des millions de salariés dont la paie était légèrement au-dessus, et qui sont devenus ou redevenus smicards.

Une raison supplémentaire pour exiger une augmentation mensuelle d'au moins 400 euros pour tous, pas de salaires inférieurs à 2 000 euros et l'indexation automatique sur les prix des salaires, des retraites et des diverses allocations.

Députés, RN, misogynes et fiers de l'être

Trois députés Rassemblement national de l'Aude ont posé à Narbonne à un barrage organisé par des agriculteurs en colère, devant une pancarte qui affichait : « Va faire la soupe, salope ! » Il s'agissait au départ d'une insulte visant les écologistes Sandrine Rousseau et Marine Tondelier. La référence est issue d'un échange mouvementé entre les deux intéressées et des viticulteurs de l'Aude au mois de juin. « Va faire la soupe, salope ! ». Des agriculteurs bas de plafond ont trouvé malin de ressortir cette insulte révoltante qui a comblé d'aise les députés RN. Misogynes un jour, misogynes toujours.

Charité bien ordonnée

L'Assemblée nationale a décidé d'augmenter d'un peu plus de 300 euros par mois l'avance pour frais de mandat des députés (AFM), qui couvre leurs frais professionnels, en invoquant l'inflation. La décision de porter l'AFM de 5 645 euros à 5 950 euros par mois a été prise par le bureau de l'Assemblée, la plus haute instance de l'institution, avec le soutien de tous les groupes politiques présents lors du vote, sauf de La France insoumise qui s'est abstenue. L'AFM s'ajoute à la « modeste » rémunération des élus de 7 637 euros brut mensuels.

Curieusement, ces mêmes députés, si soucieux de combattre les méfaits de l'inflation, n'ont pas voté une loi augmentant les salaires des travailleurs et travailleuses...

Mieux vaut être milliardaire, même mal portant !

Fin mars, les franchises sur les médicaments, les consultations et les transports sanitaires vont doubler. Macron préfère nous faire les poches plutôt que de taxer les géants de l'industrie pharmaceutique qui se gavent d'argent public. Pourtant les 600 millions d'euros que ça coûterait en moins à la sécu, c'est une paille à côté des profits de Big Pharma.